



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-44734>

Département(s) de publication : **66**

Annonce n° **24-44734**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Saint Cyprien (66)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Affaires économiques

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Assurance Dommages aux Biens et des risques annexes - Ville de Saint-Cyprien

**Description** : Assurances dommages aux biens

**Identifiant de la procédure** : 9f261f1e-b595-4319-a116-b988ea457f01

**Identifiant interne** : AOO n°24SE027

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Appel d'Offres ouvert européen en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 66515000 Services d'assurance dommages ou pertes

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Mairie de Saint-Cyprien Place Desnoyer

**Ville** : Saint-Cyprien

**Code postal** : 66750

**Subdivision pays (NUTS)** : Pyrénées-Orientales ( FRJ15 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 220,000 EUR

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Le dossier de consultation comporte une solution de base et une solution alternative portant sur le niveau de franchise. La solution de base et la solution alternative seront analysées distinctement les unes des autres selon les mêmes critères de jugement des offres tels que définis au présent règlement de consultation. L'entreprise devra répondre impérativement à la solution de base et à la solution alternative : à défaut, leur offre sera considérée comme irrégulière.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Appel d'Offres ouvert européen en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Renvoi au Code de la Commande Publique

Faillite : Renvoi au Code de la Commande Publique

Corruption : Renvoi au Code de la Commande Publique

Concordat : Renvoi au Code de la Commande Publique

Participation à une organisation criminelle : Renvoi au Code de la Commande Publique

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Renvoi au Code de la Commande Publique

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Renvoi au Code de la Commande Publique

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Renvoi au Code de la Commande Publique

Fraude : Renvoi au Code de la Commande Publique

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Renvoi au Code de la Commande Publique

Insolvabilité : Renvoi au Code de la Commande Publique

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Renvoi au Code de la Commande Publique

Biens administrés par un liquidateur : Renvoi au Code de la Commande Publique

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Renvoi au Code de la Commande Publique

Motifs d'exclusion purement nationaux : Renvoi au Code de la Commande Publique

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :  
Renvoi au Code de la Commande Publique

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de  
marché : Renvoi au Code de la Commande Publique

Coupable d'une faute professionnelle grave : Renvoi au Code de la Commande Publique

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Renvoi au Code de  
la Commande Publique

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Renvoi au Code de la  
Commande Publique

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Renvoi au Code de la Commande Publique

État de cessation d'activités : Renvoi au Code de la Commande Publique

Paiement d'impôts et taxes : Renvoi au Code de la Commande Publique

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Renvoi au Code de la  
Commande Publique

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Assurance Dommages aux Biens et des risques annexes - Ville de Saint-Cyprien

**Description** : Assurance Dommages aux Biens

**Identifiant interne** : AOO N°24SE027

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 66515000 Services d'assurance dommages ou pertes

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Commune de Saint-Cyprien Places Desnoyer

**Ville** : Saint-Cyprien

**Code postal** : 66750

**Subdivision pays (NUTS)** : Pyrénées-Orientales ( FRJ15 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 54 MONTH

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 220,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Candidature

**Description :** Lettre de candidature précisant les éventuels co traitants (formulaire DC1 à jour) ou contenu identique sur papier libre. Le candidat devra indiquer une adresse mail valide sur laquelle pourront éventuellement être envoyés les échanges électroniques. -Qualité du candidat : agent, courtier, mutuelle. S'il intervient en qualité de courtier, il devra fournir une copie du mandat pour agir.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** -Le chiffre d'affaires des 3 dernières années -Les moyens techniques et humains -La qualification du candidat et éventuellement les certifications obtenues. -Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ; -La copie du ou des jugement(s) prononcé(s) si l'entreprise est en redressement judiciaire.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Aptitude Exercice activité Assureur

**Description :** -Compagnie qui effectue la proposition et son engagement de souscription ainsi que son habilitation obtenue auprès de l'organisme d'autorité de contrôle (ACPR ou son équivalent). Cette disposition ne concerne pas les intermédiaires d'assurance. -Attestation de responsabilité civile et de garantie financière en cours de validité. -Attestation d'inscription à l'ORIAS.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** Prix 45 pts

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur technique

**Description :** Valeur technique 55 pts

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-securises.fr>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-securises.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 21/05/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 90 DAY

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Autorisée

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Groupement solidaire uniquement.

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel : conformément aux dispositions des articles L551-1 et R.551-1 du Code de Justice Administrative, avant la conclusion du contrat ;- Référé contractuel : conformément aux dispositions des L.551-13 et R.551-7 du Code de la Justice Administrative, dans un délai :- de 31 jours suivant la publication d'un avis d'attribution du marché public,- de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution. Ce recours ne peut être exercé dans les cas suivants :- à l'égard des marchés publics dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication,- à l'égard des marchés publics soumis à publicité préalable auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats non retenus (marchés à procédure adaptée) lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication,- par les demandeurs ayant fait usage du référé précontractuel dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du code de justice administrative et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.- Recours en excès de pouvoir : conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet.- Recours de plein contentieux : conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative et à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, tout tiers justifiant d'un intérêt lésé peut former un recours en pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la conclusion du marché public.

**5.1.15 Techniques****Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Montpellier

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Saint Cyprien (66)

**Numéro d'enregistrement :** 21660171600014

**Département :** Pyrénées Orientales

**Adresse postale :** Mairie de Saint-Cyprien Place Desnoyer

**Ville :** Saint-Cyprien

**Code postal :** 66750

**Subdivision pays (NUTS) :** Pyrénées-Orientales ( FRJ15 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** christophe.vidal@stcyprien.fr

**Téléphone :** +33 468376800

**Télécopieur :** +33 468213895

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.saint-cyprien.com>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Montpellier

**Numéro d'enregistrement :** Tribunal Administratif de Montpellier

**Adresse postale :** 06 rue Pitot

**Ville :** Montpellier

**Code postal :** 34000

**Subdivision pays (NUTS) :** Hérault ( FRJ13 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-montpellier@juradm.fr

**Téléphone :** +33 467548100

**Télécopieur :** +33 467548156

**Adresse internet :** <http://www.montpellier.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 6f10f33f-3319-40ca-8363-5838695e9b4a - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 16/04/2024 à 11:10

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 16/04/2024